

Unité interdépartementale Vaucluse - Arles  
Affaire suivie par le pôle risques  
Code AIOT : 6400371  
Références : D.00132-2024

Avignon, le 04/03/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20 février 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur



**BIOLANDES**

La Coronne Rte de Beaume de Transit  
84600 VALRÉAS

### **1 Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 février 2024 dans l'établissement BIOLANDES implanté La Coronne Rte de Beaume de Transit 84600 VALRÉAS. L'inspection a été annoncée le 13/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BIOLANDES
- La Coronne Rte de Beaume de Transit 84600 VALRÉAS
- Code AIOT : 006400371
- Régime : Enregistrement

La société BIOLANDES exploite sur le territoire de la commune de Valréas une usine de fabrication d'huiles essentielles et de concrètes par distillation de végétaux à la vapeur d'eau ou par extraction à l'aide de solvants organiques.

Les activités de cet établissement, qui relèvent du régime de l'autorisation environnemental, sont réglementées par l'arrêté préfectoral n° SI 2006-05-18-0040-PREF du 18 mai 2006 modifié.

**Thèmes de l'inspection :**

- Action coup de poing Sécheresse

### **2 Constats**

#### **2.1.Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associé une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées,
  - ◆ les observations éventuelles,
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous),
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe deux types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## **2.2.Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Origine de l'eau et prélèvement	Arrêté Préfectoral du 18/05/2006, Article 5.1.1		Sans objet
2	Présence de compteurs	Arrêté Préfectoral du 18/05/2006, Article 5.1		Sans objet
3	Volumes d'eau prélevé	Arrêté Préfectoral du 18/05/2006, Article 5.1.1		Sans objet
4	Suivi des consommations d'eau / relevé / registre	Arrêté Préfectoral du 10/07/2006, Article 4.1		Sans objet
5	Déclaration GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I		Sans objet
6	Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV		Sans objet
7	Mise en œuvre du PSH	Autre du 20/03/2023		Sans objet

## **2.3.Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection a été l'occasion de faire un point complet sur le volet prélèvement d'eau des installations exploitées par la société Biolandes et de sensibiliser l'exploitant sur les dispositions réglementaires applicables en fonction des niveaux de gravité en période de sécheresse.

## 2.4.Fiche de constats

### Point de contrôle n°1: Origine de l'eau et prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/05/2006, Article 5.1.1				
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau				
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :				
Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (m <sup>3</sup> /an)	Prélèvement maximal		
		Horaire (m <sup>3</sup> /h)	Journalier (m <sup>3</sup> /j)	
Forage	18 000	8	SO	
Réseau d'eau public AEP	1 000	SO	SO	
Les usages sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• eaux souterraines : alimentation des installations de distillations,</li><li>• réseau d'eau public AEP : sanitaires, consommation humaine.</li></ul>				
<b>Constats :</b> la prescription encadre toutes les natures d'eau utilisées par l'exploitant, ainsi que les eaux d'incendie qui sont fournies par poteau d'incendie d'une capacité de 120 m <sup>3</sup> /h. L'article 5 de l'arrêté préfectoral du 28/07/2017 n'indique pas le nom et le code de la masse d'eau concernée par les prélèvements d'eau souterraine. La masse d'eau concernée a pour référence FRDG 218 Molasses miocènes du Comtat. S'agissant du raccordement au réseau d'adduction d'eau potable (AEP), l'exploitant déclare que cette eau provient de la même masse d'eau que pour les prélèvements d'eau souterraine. Les coordonnées GPS en Lambert 93 du point de prélèvement au milieu naturel ont été récupérés sur le terrain, à partir de l'application téléphone Géoportail.				
Coordonnées GPS (en Lambert 93)	X	Y	Nom de la masse d'eau	Code national de la masse d'eau
Forage	855105	6365228	Molasses miocènes du Comtat	FRDG 218
<b>Observations :</b>				
<b>Type de suites proposées :</b> Sans-suite				
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet				
<b>Proposition de délais :</b> Sans objet				

**Point de contrôle n°2: Présence de compteurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/05/2006, Article 5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. [...]
<b>Constats :</b> les installations de prélèvement d'eau sont bien munies de compteur : - un compteur pour les eaux souterraines (un par forage) dans l'enceinte du site, - un compteur pour le réseau d'eau public AEP dans l'enceinte du site.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
<b>Proposition de délais :</b> Sans objet

**Point de contrôle n°3: Volumes d'eau prélevé**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/05/2006, Article 5.1.1			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau			
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :			
Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (m³/an)	Prélèvement maximal	
		Horaire (m³/h)	Journalier (m³/j)
Forage	18 000	8	SO
Réseau d'eau public AEP	1 000	SO	SO
<b>Constats :</b> Pour l'année 2023, l'exploitant déclare les prélèvements d'eau suivants : - eau souterraine : 8 040 m³ , - réseau d'eau public AEP : 158 m³.			
<b>Observations :</b>			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet			
<b>Proposition de délais :</b> Sans objet			

**Point de contrôle n°4:** Suivi des consommations d'eau / relevé / registre

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/07/2006, Article 4.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

Les installations de prélèvement doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Les consommations (compteurs et sous-compteurs) sont relevées une fois par semaine. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.

**Constats :**

L'exploitant effectue un relevé hebdomadaire des compteurs du forage et AEP

**Observations :**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Proposition de délais :** Sans objet

**Point de contrôle n°5: Déclaration GERE** : prélèvements et volumes d'eau rejetés

**Référence réglementaire** : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I

**Thème(s)** : Risques chroniques, Eau

**Prescription contrôlée :**

Prélèvements :

L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, [...] les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m<sup>3</sup>/ an.

Volumes d'eaux rejetés :

L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées [...] les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;

[...]

**Constats :**

L'exploitant a déclaré sous GERE les prélèvements d'eau suivants :

Données Eau déclarées sous GERE	Prélèvement total
GERE 2022 (portant sur l'année 2021)	8 556 m <sup>3</sup>
GERE 2023 (portant sur l'année 2022)	8 198 m <sup>3</sup>

La concordance entre les quantités d'eaux prélevées déclarées et le registre du site pour ses prélèvements a été vérifiée.

Registre de suivi informatisé	Eaux souterraines/ AEP
année 2021	8 556 m <sup>3</sup>
année 2022	8 198 m <sup>3</sup>

L'exploitant a renseigné le volume total d'eau prélevé (eaux souterraines et AEP) dans le cadre de sa déclaration en ligne sous GERE.

**Observations :**

**Type de suites proposées** : Sans suite

**Proposition de suites** : Sans objet

**Proposition de délais** : Sans objet

**Point de contrôle n°6:** Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> ICPE à A ou à E dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 m <sup>3</sup>  Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant: <a href="https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire">https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire</a> La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.
<b>Constats :</b> L'article 5.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18/05/2006 encadrant les activités de la société BIOLANDES fixe un volume de prélèvement maximal annuel de 18 000 m <sup>3</sup> sur les eaux souterraines et 1 000 m <sup>3</sup> sur le réseau d'eau public AEP. Pour l'année 2022 et également pour l'année 2023, le prélèvement d'eau total annuel est inférieur à 10 000 m <sup>3</sup> . Par conséquent, au regard de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement, cet arrêté ne s'applique pas <u>à date</u> à l'installation exploitée par la société BIOLANDES. Il a été demandé à l'exploitant s'il a été confronté à un niveau de gravité Alerte renforcée / Crise en 2023. L'exploitant a déclaré ne pas avoir eu connaissance de ces informations. L'Inspecteur des installations classées a informé l'exploitant que le niveau de gravité de la zone qu'il doit suivre est accessible sur le site internet VIGIEAU ( <a href="https://vigieau.gouv.fr">https://vigieau.gouv.fr</a> ).
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet
<b>Proposition de délais :</b> Sans objet



**Point de contrôle n°7: Mise en œuvre du PSH**

**Référence réglementaire :** Autre du 20/03/2023

**Thème(s) :** Risques chroniques, PSH

**Prescription contrôlée :**

Les services de l'État ont tiré le retour d'expérience de l'épisode de sécheresse de l'année 2022 en préparation de l'été 2023. Il en sera de même pour la préparation de l'été 2024.

Le cadrage régional pour l'étiage 2022 a été maintenu pour l'étiage 2023 avec des réductions demandées pour les usages économiques de 20 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte », de 40 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte renforcée » et des dispositions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral en cas de crise. Ces éléments sont présentés sur le site internet de la DREAL PACA. Ils seront maintenus en 2024.

Des adaptations à ces réductions forfaitaires sont prévues pour les usages industriels dans deux cas :

1. L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective selon les niveaux de gravité de sécheresse. L'arrêté préfectoral d'autorisation prévaut alors.

2. L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées. L'établissement devra notamment définir, dans le PSH, des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau d'alerte.

Vous trouverez en PJ de ce mail la trame du PSH établie par l'inspection des installations classées, également disponible sur le site internet de la DREAL PACA.

Pour tout établissement désireux d'entrer dans le cas d'adaptation n°2, le PSH sera élaboré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (IIC) au plus tôt.

L'IIC sera amenée à vérifier lors d'inspections le respect des mesures de l'arrêté cadre sécheresse et, le cas échéant, d'examiner le contenu du PSH.

Le préfet pourra décider de lever cette adaptation (n°2) s'il considère que les mesures de réduction, en période de sécheresse, proposées dans le PSH sont insuffisantes.

**Constats :**

L'exploitant déclare ne pas avoir reçu cette communication par courriel de la part de la DREAL PACA en date du 20/03/2023.

L'exploitant n'a pas mis en œuvre de plan de sobriété hydrique (PSH).

**Observations :**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Proposition de délais :** sans objet